

METTRE EN ECHEC
LA LOI LIBERTES ET RESPONSABILITES DES UNIVERSITES
APPEL DU SNESUP DU 13 SEPTEMBRE 2007

L'ensemble des mesures imposées dans la précipitation par le gouvernement (diminution sans précédent des postes dans l'éducation nationale, mise en cause du droit de grève et des statuts de la fonction publique, attaque sur les franchises médicales et les retraites, durcissement répressif à l'égard des étrangers et des jeunes, accentuation des privilèges fiscaux etc.) marque l'accélération de la mise en place d'un projet de société néolibérale et autoritaire. Le projet de budget 2008 –avec zéro création d'emploi statutaire dans le supérieur et la recherche- vient confirmer ces orientations.

La loi LRU (« libertés et responsabilités des universités ») du 10 août 2007 est une pièce maîtresse de ce projet. Elle met en péril les libertés académiques et scientifiques, les statuts des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche. Elle dresse des obstacles à l'accès et à la réussite des étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur, entre lesquels les inégalités territoriales seraient considérablement renforcées. La loi met fin à la collégialité de fonctionnement des universités et démantèle leur vie démocratique, sans répondre aux réels besoins de formation.

Le SNESUP appelle l'ensemble de la communauté universitaire à se mobiliser pour construire l'abrogation de la loi LRU et l'élaboration d'une loi-programme démocratique. Dans cette perspective, il lance une campagne militante d'information et il appelle les collègues à :

- dénoncer la logique de la loi sur tous les terrains et sur tous ses aspects, en investissant toutes les instances des établissements et en faisant des contre-propositions pour subvertir la loi et faire avancer leurs revendications propres ;
- développer une dynamique de rassemblement et de lutte dans les établissements, par tous les moyens, vers la perspective d'une grève nationale ;
- signer et faire largement signer l'appel unitaire des Cordeliers
(<http://www.universite-recherche-democratie.fr/phpPetitions/index.php?petition=2>)
- prendre tous les contacts avec les collègues, les personnels et, notamment avec les étudiants, dans cette dynamique d'action.

Dès maintenant le SNESUP prend des dispositions pour fédérer les initiatives et les actions, dans l'objectif d'une journée nationale d'action unitaire dans les semaines qui viennent – avec autant que possible une manifestation nationale – pour la sauvegarde et la démocratisation du service public d'éducation, d'enseignement supérieur et de recherche.

Le SNESUP prendra toute sa place, avec la FSU, dans les initiatives intersyndicales et inter associatives afin de contribuer à impulser un mouvement social.

o o o

Les enseignants-chercheurs qui sont appelés à voter dans les sections du CNU, disposent avec les listes présentées ou soutenues par le SNESUP, d'un moyen fort pour démontrer leur attachement au pluralisme et leur refus des dispositions de cette loi en matière de recrutement et d'évaluation des enseignants-chercheurs.

La Commission Administrative Nationale du SNESUP

o o o o o o

Voter et organiser le vote pour les candidats SNESUP au CNU
dès réception du matériel électoral le 17 septembre

o o o o o o

Dernière minute : déclaration intersyndicale au CNESER du 17 septembre, dans l'unité face à la loi LRU inacceptable et au projet de budget insatisfaisant pour transformer l'enseignement supérieur et la recherche. Voir le site du SNESUP : www.snesup.fr